

En décembre 1981, des chars envoyés contre Solidarnosc

Le scénario était toujours le même ou presque : cogne-ments dans les portes, suivis parfois d'intrusions de force, maison ou appartement mis sens dessus dessous, intimidation ou coups, quelques secondes à peine pour s'habiller... Puis venait le temps de la séparation, brutale, avec les proches, et l'inquiétude du lendemain. C'est ce qu'ont vécu, dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981 - la première nuit de l'état de guerre en Pologne - plus de 3 000



KAROL NAWROCKI est président de l'Institut polonais de la mémoire nationale.

des principaux activistes du syndicat indépendant Solidarnosc, ainsi que des personnes entretenant des liens lointains avec l'opposition démocratique, qui furent arrêtés, puis internés dans des camps isolés du reste du pays.

Parmi les activistes arrêtés par ces équipes composées d'agent de la milice et de la police politique figurait Antoni Heda. Ce résistant plein de mérite du temps de l'occupation allemande et de la lutte clandestine, après la guerre, contre le gouvernement stalinien de Pologne avait déjà été, dans les années 1940, emprisonné à plusieurs reprises : par les Soviétiques, les Allemands et enfin par les communistes polonais. Quelques jours après son soixante-cinquième anniversaire, il a été une fois de plus considéré par le régime rouge comme dangereux pour la « sécurité de l'Etat et l'ordre public ». Il a été interné dans un centre d'isolement à Warszawa-Białolęka. Dans un autre centre - celui de Łęczyska - a été interné Marek Edelman, médecin originaire de Łódź, en 1943 l'un des chefs de l'héroïque soulèvement du ghetto de Varsovie.

La loi martiale qui s'ensuivit est communément appelée « guerre polono-jaruzelskienne ». Wojciech Jaruzelski, numéro un dans l'appareil communiste du pouvoir, a déclaré la guerre à la Nation. Il a envoyé des chars dans les rues pour étouffer les aspirations indépendantistes de la société, symbolisées par le mouvement Solidarnosc qui comptait des millions d'adhérents. Les mois de l'état de guerre ont constitué une période de la plus grande terreur et iniquité depuis les temps staliniens. Le pouvoir qui se disait populaire tirait - comme en 1956 et 1970 - sur les

Malgré la destruction massive des dossiers au moment où le système tirait à sa fin, de nombreux documents conservés remettent en question la narration de Jaruzelski et de ses acolytes

ouvriers. La « pacification » de la mine « Wujek » de Katowice le 16 décembre 1981 s'est soldée par la mort de neuf personnes. Le nombre d'internés dans toute la Pologne a rapidement avoisiné les 10 000 personnes. Les prisons aussi se remplissaient. Ewa Kubasiewicz originaire de Gdynia - gréviste et coauteure d'un tract appelant à la résistance - a été condamnée à une peine de neuf ans de prison ferme ! Des verdicts très sévères ont été prononcés à l'encontre de différentes manifestations contre le pouvoir, comme le fait d'avoir écrit sur un mur « A bas le communisme ».

Dans cette période si difficile, le nom de la Pologne était sur les lèvres du monde entier. Les régimes communistes, l'URSS en tête, soutenaient fermement Jaruzelski alors que l'Occident sympathisait avec les persécutés. Des manifestations de solidarité avec les Polonais, comptant des milliers de participants, ont traversé Paris, Munich, Rome, et même la lointaine Melbourne. Une vague d'aide humanitaire sans précédent a traversé l'Allemagne, la France ou la Suède. Les Polonais - y compris les familles des activistes de Solidarnosc - ont reçu des colis de nourriture, de médicaments, de vêtements etc., vivant ces gestes de solidarité comme des moments de joie extrême en ces temps crépusculaires.

Le pape Jean-Paul II a lui aussi manifesté sa solidarité avec ses compatriotes. « La force

et le sérieux du pouvoir doivent s'exprimer (...) dans le dialogue et non pas dans la violence. » Il exhortait l'équipe du général Jaruzelski à respecter « les droits de chaque homme et citoyen », tout en réprochant les effets néfastes du « malheureux état de guerre ». A la veille de Noël 1981, dans la fenêtre de l'appartement papal, bien visible depuis la place Saint-Pierre, un cierge a été allumé en solidarité avec la nation souffrante.

L'exemple fut suivi à la Maison Blanche, le président américain Ronald Reagan invitant ses compatriotes à faire de même. « Nous, les habitants du Monde Libre, exprimons notre solidarité avec nos frères et nos sœurs polonais. Leur cause est la nôtre, et en ce temps de Noël, nos prières et notre espérance vont en leur direction », déclarait-il dans sa célèbre allocution télévisée du 23 décembre 1981.

Ces gestes de Jean-Paul II et de Reagan trouvent aujourd'hui leur continuité dans l'action « Allumez la lumière de la liberté » menée par l'Institut de mémoire nationale, institution que j'ai le plaisir de diriger. Chaque 13 décembre, nous invitons les Polonais, mais aussi les habitants du monde, à allumer à leur fenêtre, ou virtuellement, un cierge en l'honneur des victimes de la loi martiale de 1981. Cette action perdurera dans les années à venir.

Héritage. L'événement qui a eu, il y a quarante ans, une extraordinaire résonance, a été l'émission de télévision « Let Poland be Poland » (Laissez la Pologne être la Pologne), diffusée le 31 janvier 1982 et attirant un public de presque 200 millions de téléspectateurs dans de nombreux pays. L'émission était une référence à la Journée de solidarité avec la Pologne instaurée par l'administration américaine. A part des politiciens, s'y sont produits de nombreux artistes : Paul McCartney, Kirk Douglas ou Frank Sinatra. Ce dernier a même chanté en polonais.

L'émission « Let Poland be Poland » a intéressé les services secrets communistes polonais. Une cassette vidéo comprenant une version courte de l'émission diffusée à la



SIPA PRESS

Un véhicule blindé de l'armée stationné dans les rues de Varsovie, en décembre 1981.

télévision allemande se trouve aujourd'hui à Varsovie, au même titre que d'autres fonds d'archive des institutions d'oppression repris par l'Institut de mémoire nationale. Dans nos locaux à Varsovie, nous mettons à disposition des chercheurs et des journalistes polonais et étrangers des centaines de dossiers d'archive du temps de l'état de guerre.

Grâce à cet héritage, nous ne sommes plus condamnés à lire les souvenirs édulcorés de Jaruzelski qui, des années plus tard, essayait de présenter l'état de guerre comme un « moindre mal » - la défense du pays pour s'épargner une prétendue intervention soviétique. Malgré la destruction massive des dossiers au moment où le système tirait à sa fin, de nombreux documents conservés remettent en question la narration de Jaruzelski et de ses acolytes. Nos chercheurs et éducateurs puisent volontiers dans ces documents. De leur travail émerge, peu à peu, la vérité sur ce qu'a été l'état de guerre.

De nombreux Polonais ont vécu la transformation entamée en 1989 comme une injustice. Ceux qui, du temps du communisme, s'étaient opposés au régime, ont payé un lourd tribut - emprisonnement, carrières brisées, émigration parfois, vie privée abîmée. La plupart du temps, leurs bourreaux et les dirigeants de l'époque n'ont pas été inquiétés et ont vécu une vie paisible après 1989. En 2014, Jaruzelski a été inhumé au cimetière militaire de Powązki à Varsovie - l'Arlington polonais. L'Institut de mémoire nationale essaye - autant qu'il peut - de réparer ces négligences. Les procureurs de l'Institut intendent des procédures visant la levée d'immunité des juges et des procureurs qui, du temps de l'état de guerre ou plus tard, ont poursuivi, jugé et condamné les militants de l'opposition. Nous ne remonterons pas le temps, mais la volonté de rétablir une justice élémentaire est un devoir de tout état démocratique.

Karol Nawrocki

Il n'y a pas d'autre exemple de pays dont les autorités ont déclaré la guerre à leur population

Dans l'histoire récente, il n'y a pas d'exemple de pays dont les autorités auraient déclaré la guerre à leur propre population. On peut estimer que le communisme était un système où les autorités menaient une guerre permanente contre les leurs, mais avoir instauré, en plus, un état de guerre n'est arrivé qu'en 1981 dans la Pologne communiste.

Solidarnosc a été le plus grand défi idéologique et politique lancé au système communiste. Ne parvenant plus à maîtriser les grèves à répétition, les autorités ont accepté de rendre légale une organisation qui n'était pas qu'un simple syndicat. C'était aussi un mouvement de masse d'opposition au pouvoir. Un scandale idéologique : dans un Etat prétendument gouverné au nom de la « classe ouvrière », ce groupe social s'était organisé contre le pouvoir. Plus de 12 mois de luttes ont entraîné l'affaiblissement du syndicat et l'épuisement de la société, tandis que la pression du Kremlin et la volonté de conserver le pouvoir ont abouti à cette décision désespérée de l'équipe de Jaruzelski d'instaurer un état de guerre. Cela s'est fait sous la menace de l'intervention soviétique dont on sait aujourd'hui qu'elle



WOJCIECH ROSZKOWSKI est professeur, historien, et économiste. Il est l'auteur de « La nouvelle Histoire de la Pologne 1914-2011 » en sept volumes. Il a été député européen de 2004 à 2009.

était un bluff du Kremlin.

Tant que l'obéissance au système relevait des questions de la vie « civile », les autorités avaient une certaine efficacité. Mais du moment où les méthodes « civiles » de forcer cette obéissance ont montré leurs limites, les choses ont pris un tour bien différent.

L'armée « populaire » était hybride. Les effectifs d'officiers d'avant-guerre avaient été éliminés pour être remplacés par des effectifs soviétiques ou, plus tard, par des effectifs très soigneusement sélectionnés, d'origine polonaise, mais loyaux envers Moscou. Posséder un diplôme d'une

école militaire soviétique était la clé pour espérer faire carrière dans les rangs supérieurs de l'armée.

Dilemmes. Alors que ses chefs étaient éduqués dans l'esprit de « l'internationalisme » soviétique et de la nécessité historique de soumettre la Pologne à l'URSS, les millions de jeunes Polonais, enrôlés au service militaire obligatoire, avaient des sentiments plus mitigés. C'était un mélange de méfiance envers le communisme et les Soviétiques, de l'humiliation de la contrainte

et de l'endoctrinement politique, mais aussi de résignation s'amplifiant avec le temps et un mélange d'adaptation.

L'instauration de la loi martiale a rendu la question de la loyauté plus délicate. La décision honteuse d'avoir dirigé l'armée contre la Nation a fait que, d'un côté, la discipline exigeait d'agir conformément aux intérêts du Kremlin, mais de l'autre, elle posait des dilemmes moraux allant jusqu'à la résistance. Evidemment, plus haut on était dans la hiérarchie, moins on doutait.

La société y a survécu, mais n'en est pas sortie indemne. La résistance, vu le contexte plus que dramatique, a été relativement forte, mais pas suffisamment pour entraîner une bien plus grande catastrophe. En plus, la chute pacifique du système a fait naître un contexte dans lequel il ne sera jamais possible de dresser un réel bilan ni de punir les coupables. Ironie du sort, Jaruzelski fut d'ailleurs élu président de la République en 1989. Au-delà d'une condamnation officielle, la Pologne n'a pas créé de conditions propices à ce que les responsables de l'époque rendent des comptes moralement et juridiquement. Indépendamment du fait si un tel bilan est encore envisageable, il est nécessaire d'établir les critères de jugement des attitudes des uns et des autres. Dans une Pologne souveraine, il ne devrait pas y avoir de doutes sur ce qui sert ou pas sa sécurité et sa réussite.

Wojciech Roszkowski